



Savoirs et pouvoir locaux : Négocier le changement en Afrique de l'ouest

Le développement, l'expression et la systématisation des savoirs locaux en Afrique sont souvent perçus comme des questions de culture et d'épistémologie (étude critique de la nature, de l'origine logique, de la valeur et de la portée des connaissances). Pourtant ils possèdent aussi une dimension de pouvoir. Le rapport entre bases de connaissances locales (y compris pour ce qui concerne les praticiens) et centrales ou occidentalisées, est manifestement un rapport de pouvoir, souvent bien appréhendé par les populations locales elles-mêmes. Jusqu'à ce que et à moins que les « termes de l'échange » entre les deux sphères soient altérés de manière significative, ou tout au moins renégociés, il est bien compréhensible que les dépositaires des savoirs locaux veuillent garder les savoirs locaux en quelque sorte « hors du marché ».

L'exemple d'un projet d'alphabétisation

L'évaluation d'un projet d'alphabétisation fonctionnel au Mali d'il y a une vingtaine d'années illustre le problème et offre une base permettant de mieux l'examiner. À la fin des années 1970, une évaluation des résultats d'un programme

d'alphabétisation (financé conjointement par les ministères de l'éducation et du développement rural ainsi que par la Banque mondiale) dans les villages de l'ouest du pays a été entreprise. Le programme avait été réalisé par le biais d'un organisme parastatal responsable du développement des cultures commerciales et vivrières dans la région, qui y voyait un moyen de gagner la confiance des agriculteurs locaux tout en leur donnant les moyens de pouvoir éventuellement contrôler les transactions commerciales. Les résultats furent mitigés. Deux problèmes sont apparus, relevés par l'équipe responsable de l'évaluation.

Dans la conception initiale du programme de formation en langue bambara, on avait indiqué que

Les *Notes CA* sont des rapports périodiques sur les initiatives en matière de Connaissances Autochtones en Afrique subsaharienne. Elles sont publiées par le Centre pour la gestion de l'information et de la connaissance (*Knowledge and Learning Center*) de la Région Afrique, qui représente la Banque mondiale dans le cadre d'un partenariat établi avec des communautés, des ONG, des institutions du développement et des organisations multilatérales. Les opinions exprimées dans cet article sont celles des auteurs et ne devraient pas être attribuées au Groupe de la Banque mondiale ou à ses partenaires dans le cadre de cette initiative. Une page sur les CA est disponible sur l'internet aux coordonnées suivantes : <http://www.worldbank.org/aftdr/ik/default.htm>

chaque communauté créerait un centre de formation pour alphabétiser, dans le cadre d'une première classe, une vingtaine d'adultes, puis une seconde classe pour un nombre similaire ou plus grand d'apprenants. Au bout de quatre années, entre trente et cinquante participants de chaque communauté concernées devaient avoir appris à lire et à écrire. L'examen des résultats a indiqué que ces objectifs étaient loin d'avoir été atteints et on ne trouva nulle part dans la région une communauté où plus d'une dizaine de personnes avaient été formées. D'autre part, on ne trouva que très peu de villages où personne n'avait rien appris. On s'est alors interrogé sur le pourquoi de ces chiffres.

L'interprétation des données

Il semble que la réponse réside dans l'utilisation de la langue bambara. Bien que la promotion du programme a été faite en mettant en avant l'importance des études et de la valeur fonctionnelle de l'alphabétisation, il y avait en fait peu d'opportunités d'application du bambara écrit en milieu rural. Les écoles formelles utilisaient

toutes les langues et il existait très peu de publications en langue africaine disponibles. En outre, le bambara n'était pas utilisé par l'administration locale ni même par l'organisme parastatal agricole.

De plus, il y avait un manque flagrant de crédits disponibles ou d'opportunités d'investissements qui aurait pu faire de la création d'entreprises locales une alternative viable.

Contrôler le processus de taxation par l'administration ainsi que les fonctions de marketing étaient deux questions de grandes importances pour les acteurs locaux, parce qu'ils se considéraient comme régulièrement exploités dans ces deux cas. Cependant, cela ne pouvait justifier à leurs yeux la nécessité pour chaque adulte d'apprendre à lire et à écrire, et, plus important encore, à compter. Pourtant lorsque ces fonctions furent « collectivisées » et confiées à quelques villageois (généralement de jeunes hommes) qui s'acquittèrent au mieux de ces tâches pour lesquelles ils furent parfois rémunérés, toute la communauté considéra que c'était une bonne initiative dont elle profitait. C'est ainsi que dans chaque village se constitua un petit groupe de sept personnes alphabétisées pour assumer ces fonctions, montrant que les membres des communautés locales réalisaient l'importance du savoir ainsi que la nécessité d'une réponse collective.

Les résultats de la première année de l'évaluation participative furent communiqués aux responsables officiels du programme agricole, en mettant en exergue l'existence de ces groupes de personnes ayant appris à lire et à écrire, avec l'espoir qu'on leur confierait une bonne partie des tâches de commercialisation des produits agricoles, et qu'ils recevraient en retour une partie des produits de la vente sous forme de ristourne offerte aux agriculteurs ou d'investissement dans des projets de développement collectifs. Après quelques négociations, un accord fut finalement conclu concernant ce changement important de politique, et l'équipe d'évaluation entreprit d'en informer les autorités locales tout en leur communiquant un résumé du résultat de l'évaluation de la première partie du programme d'alphabétisation.

IK Notes

Nom _____

Institution _____

Adresse _____

Lettres, commentaires et demandes de publications doivent être adressés à :

Editeur IK Notes,
Knowledge and Learning Center, Africa Region, World Bank, 18818 H Street, N.W., Room J5-171, Washington D.C. 20433
Adresse électronique : pmohan@worldbank.org

Une double attitude

Tout d'abord un peu d'histoire. Durant la période coloniale française, dans les zones rurales de l'ouest du Sahel, les communautés locales s'étaient habituées à traiter avec les représentants du pouvoir central avec circonspection. Chaque village était censé désigner des représentants, en fait plutôt fictifs, qui devaient rencontrer les autorités françaises chaque fois que c'était requis; recueillir des informations et les communiquer lorsque nécessaire au véritable chef de village et à ses conseillers, leur épargnant ainsi d'avoir à traiter directement avec les agents de l'autorité coloniale. Cette pratique fut maintenue après les indépendances parce que les agents de l'Etat étaient perçus comme tout aussi étrangers aux intérêts des populations locales que leurs prédécesseurs coloniaux.

Cette attitude s'est manifestée également durant l'évaluation. C'est ainsi qu'en outre les autorités locales ont utilisé le terme bambara « ko-farati-tinti » pour désigner les coopératives mises sur pied par le gouvernement, et qui signifie littéralement « enlever la peau du dos et y plonger un poignard ». C'est de cette manière lapidaire et éloquente qu'elles désignaient la politique agricole du gouvernement. C'est ainsi également que l'équipe d'évaluation eut à faire —durant la première année et lors de la phase de dissémination au début de la seconde année— à des autorités non représentatives. Cette situation changea radicalement et les véritables autorités apparurent dès qu'il fut connu qu'un véritable transfert de ressources et de responsabilités en matière de commercialisation en faveur des autorités du village allait s'opérer.

Quarante ans d'expérience

La leçon est renforcée par l'expérience d'autres pays de la région —Burkina Faso, Cameroun, Niger et République Centre-africaine— dans le cadre de programmes d'alphabétisation et de gestion agricole. On a pu noter d'indéniables succès dans la rapide acquisition des nouvelles compétences et la mobilisation des savoirs locaux dans le cadre d'efforts de développement institutionnel impliquant des transferts durables de ressources et d'autorité aux communautés locales. En fait, des programmes basés sur la conception participative des systèmes de connaissances et l'utilisation des

langues locales ont nécessité la gestion de manière effective d'activités économiques nouvelles, ainsi que de juridictions politiques qui ont permis « d'inventorier » et d'articuler les savoirs locaux qui leur sont liés — car elles créent un contexte dans lequel il est clair (ou tout au moins plus clair) que les trésors culturels exhumés et diffusés devront servir les intérêts locaux et rester sous contrôle local. Dans ces conditions, les formations d'alphabétisation se sont avérées être d'excellents moyens de mobilisation des savoirs locaux car elles offrent une opportunité et un outil permettant de « redéfinir » le terme développement pour en « reconfigurer » les détails de la réalisation.

Ceci a été vrai, par exemple, dans le cas d'une série d'expériences de gestion locale d'entreprises rurales dans lesquels l'auteur a pris part, au centre du Niger à la fin des années 1960, au Burkina Faso dans les années 1970, ainsi qu'au Cameroun en 1980 et avec les éleveurs de bétail de République Centre-africaine au début des années 1990. Le cas camerounais impliquait la création de tout un système comptable dans la langue massa, alors que celui de Centre-Afrique était basé sur la formation des pasteurs fulanis déjà formés à écrire leur langue en utilisant l'alphabet arabe. La session d'alphabétisation elle-même ne dura que trois à quatre semaines, développée et contrôlée par la population locale ; alors qu'il fallu bien plus longtemps pour assumer de nouveaux pouvoirs et des responsabilités en matière de gestion.

Qui contrôle les connaissances

Des conclusions similaires peuvent être tirées de l'expérience d'un travail participatif de vulgarisation et d'expérimentation agricoles effectué au Mali. Ici les incitations pour la participation locale ont été la chance de prendre en charge l'expérimentation agricole par la communauté elle-même, tout en acquérant les nouvelles compétences et en évaluant le savoir local nécessaire à cette tâche. La communauté locale a pu inverser l'approche habituelle du sommet vers la base, où les ressources, les méthodes et les paradigmes restent sous le strict contrôle des agents de l'administration. Cette dernière a cependant fini par s'opposer à ce type de pratiques de décentralisation et de contestation de ses droits et privilèges.

Articuler et exprimer les savoirs locaux comme l'illustrent ces exemples est bien plus qu'un exercice épistémologique et culturel. Ceci est déterminé en fait par les questions de pouvoir et de « termes de l'échange » entre sociétés locales et centrales, qui sont d'autre part confirmés par les préoccupations en matière de droit d'auteur et de protection des connaissances autochtones pharmaceutiques et botaniques. Élaborer des stratégies qui permettent la médiation de ces conflits ainsi que le transfert de l'autorité et des ressources pour la reconstruction des savoirs locaux constitue le véritable défi.

Cet article a été écrit par Peter Easton (Florida State University) et Guy Belloncle (retraité de l'Université de Tours). Pour plus d'information contacter Peter Easton, e-mail : easton@coe.fsu.edu